

CM Action publique et migrations internationales (M1)

Année 2016-2017

Enseignant : Abdellali Hajjat – ahajjat@u-paris10.fr

L'objectif de ce cours est d'initier les étudiants à l'analyse des politiques publiques, nationales et internationales, visant à réguler les migrations de population. Il s'agit de comprendre comment les mouvements migratoires sont devenus une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics depuis l'avènement des États-nations, et de saisir comment s'est progressivement érigée la frontière entre le national et l'étranger. On s'intéressera aux instruments inventés par les États pour contrôler les mouvements migratoires à travers les pratiques de surveillance et d'expulsion, le recensement, l'identification (carte d'identité, passeport) et le droit des étrangers. Une attention particulière sera portée sur la question du pouvoir discrétionnaire et les activités bureaucratiques des fonctionnaires, des agents subalternes jusqu'aux hauts fonctionnaires, chargés de sa mise en œuvre. Tout en inscrivant la politique migratoire dans le cadre de rapports de force entre États, on mettra en lumière l'influence croissante des groupes d'intérêts patronaux, syndicaux, politiques et associatifs dans la définition de la politique migratoire. On étudiera le récent processus d'eupéanisation des politiques migratoires qui favorisent la convergence des critères d'attribution des statuts d'étrangers (résident et réfugié) et de la citoyenneté, ainsi que l'externalisation des pratiques d'internement aux frontières de l'Europe.

Bibliographie indicative

- Hajjat, Abdellali. 2012. *Les frontières de l'« identité nationale ». L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*. Paris : La Découverte.
- Laurens, Sylvain. 2009. *Une politisation feutrée : les hauts fonctionnaires et l'immigration en France, 1962-1981*. Paris: Belin.
- Noiriel, G., 2001. *Etat, nation et immigration : vers une histoire du pouvoir*, Paris: Belin.
- Rygiel, P., 2004. *Le bon grain et l'ivraie : l'État-nation et les populations immigrées (fin XIXe-début XXe siècle)*, Paris: ENS éditions.
- Sayad, Abdelmalek. 1999. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris: Seuil.
- Spire, A., 2005. *Etrangers à la carte : l'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris: Grasset.
- Wahnich, S., 1997. *L'impossible citoyen: l'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris: Albin Michel.
- Weil, P., 1995. *La France et ses étrangers: l'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Gallimard.
- Weil, P., 2005. *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Paris: Gallimard.

Plan détaillé

Introduction : État, nation et immigration

- I) Dépasser le débat par une perspective historique et sociologique
 - 1) Actualité brûlante

- 2) Principales caractéristiques des migrations internationales
 - A) Migrations internes plus importantes que les migrations internationales
 - B) Des migrations « Sud-Sud » plus que « Sud-Nord »
 - C) Les plus pauvres sont les moins mobiles
 - D) Les émigrants sont autant des hommes que des femmes
 - E) Les différents types de migrations : temporaires, permanentes, illégales et forcées
- 3) La population étrangère en France
- II) Qu'est-ce que la politique de l'immigration ?
 - 1) Politiques de l'immigration, de la nationalité et d'intégration
 - 2) Définitions de la population non-nationale

Chapitre 1 Naissance de la frontière national-étranger

- I) Qu'est-ce qu'une nation ?
 - 1) Etymologie
 - 2) Définition politique et juridique
 - 3) Définitions des sciences sociales
 - A) La nation comme « représentation collective »
 - B) La nation comme groupe politique revendiquant le monopole de l'usage légitime de la violence physique
 - a) Une approche constructiviste des groupes sociaux
 - b) La question des luttes d'indépendance nationale en Europe (XIXe siècle) : le mythe de l'« éveil des nationalités » et arbitrage des grandes puissances internationales
- II) Révolutions françaises et redéfinition de la frontière national-étranger
 - 1) 1789 : l'ambivalence de l'universalisme français
 - A) Le sacre du citoyen
 - B) Le sacre du national
 - 2) Code civil : le triomphe du jus sanguinis
 - 3) 1848 et l'irruption de la question nationale

Chapitre 2 La nationalité moderne

- I) L'invention du concept politique et juridique de « nationalité »
 - 1) Définitions classiques
 - 2) Définition socio-historique
 - A) Naissance du mot « nationalité » : importation du concept allemand « Volkstum »
 - B) Le sens donné au terme « nationalité » par les auteurs français
 - C) Critique du « principe des nationalités »
 - D) Comment la « nationalité » devient une catégorie juridique
- II) Les grandes lois sur la nationalité
 - 1) Consécration du droit du sol (1803-1889)
 - A) Le « problème » des admis à domicile
 - A) Les enfants d'étrangers et la conscription
 - a) Cadre juridique
 - b) Les premières tentatives pour « régler » la condition juridique des enfants d'étrangers nés en France
 - c) Comment expliquer l'échec de ses tentatives?
 - B) Quand l'immigration devient un « problème » public
 - a) Condition de norme : renforcement de la norme nationale
 - b) Condition de connaissance : bouleversements économiques et démographiques et création d'un nouvel espace public
 - c) Condition de mobilisation : la « nationalisation » des enfants d'étrangers par la loi sur la nationalité de 1889
 - C) Naturalisation difficile des adultes
 - 2) 1914-1927 : les ambiguïtés d'une politique de naturalisation massive
 - A) Paroxysme de la logique de suspicion à l'encontre des naturalisés pendant la guerre
 - B) Hantise démographique et politique de naturalisation massive
- III) Modèle français versus modèle allemand de la nationalité ?
 - 1) La thèse de la différence

- 2) La thèse de la fausse opposition
- IV) Les discriminations en matière de nationalité
 - 1) Les femmes
 - 2) Les naturalisés
 - 3) Race et nationalité en contexte colonial
 - 4) Vichy : une politique raciale de la nationalité
 - A) Projet manqué de nouveau code de la nationalité (1940-1943)
 - B) L'exclusion des « indésirables » de la communauté nationale
 - C) La politique de dénaturalisation
 - D) Le rôle des juristes dans la mise en œuvre de la Révolution nationale
 - a) Des juristes remparts contre la logique raciste ?
 - b) Pourquoi les juristes n'ont-ils pas été les garants des libertés publiques ?
 - c) Les dérives du positivisme : banalisation et légitimation d'un racisme d'Etat
- V) La nationalité après 1945 : de l'ouverture à la fermeture
 - 1) Un nouveau code de la nationalité
 - 2) Durcissement du droit de la nationalité

Chapitre 3 La lente mainmise de l'État sur la politique d'immigration (1890-1940)

- I) XIXe siècle : immigration massive d'initiative privée
 - 1) Les clivages de la société française dans la première moitié du XIXe siècle : la domination des notables
 - 2) Une France rurale et des migrations sous contrôle
 - 3) Fin XIXe : restrictions pour les étrangers et protection du marché du travail national
 - A) Impossible de taxer les étrangers ? La mise en place de mesures de contrôle et d'ordre public
 - B) Les professions pour la protection nationale
- II) La construction d'un consensus national sur l'« immigration choisie » (1890-1940)
 - 1) Les trois logiques sectorielles de l'immigration
 - 2) Les réformateurs de la politique migratoire
 - 3) La mise en cohésion
- III) Grande guerre : la mise en pratique du projet réformateur
 - 1) Cadres pratiques et théoriques avant la Grande Guerre
 - 2) Cadres pratiques et théoriques pendant la guerre
- IV) France des années 1920-1930 : premier pays d'immigration
 - 1) La formalisation des trois logiques d'État visant à réguler l'immigration
 - A) Logique de police
 - B) Logique de population
 - C) Logique de main-d'œuvre
 - 2) Quels critères de sélection des travailleurs étrangers ?
 - 3) Les conséquences de la Grande crise de 1929
- V) Vichy et les étrangers
 - 1) Zone occupée, zone « libre »
 - 2) Que faire des réfugiés politiques ?

Chapitre 4 Invention des technologies de régulation de l'immigration

- I) États modernes et procédures d'identification
 - 1) Le monopole étatique des moyens légitimes de circulation
 - 2) Pourquoi et comment les États ont cherché à monopoliser les moyens légitimes de circulation ?
- II) L'invention du passeport
 - 1) Les passeports : du privilège à l'obligation
 - A) Les problèmes liés à l'assistance aux pauvres
 - B) Les problèmes liés au travail
 - C) Le contrôle des soldats et des marins
 - D) Passeport obligatoire
 - 2) Triomphe de l'Etat-nation et révolution identificatoire
 - A) Le passeport et la Révolution française
 - B) La IIIe République et l'avènement du pouvoir bureaucratique
- III) Identifier les étrangers durant l'entre-deux-guerres
 - 1) Instauration de la carte d'identité des étrangers

- A) Fondation du système d'identification des étrangers
 - B) Corrections administratives et surveillance économique des étrangers
 - C) Renforcement de la police des étrangers
 - D) Les limites d'une politique de contrôle et les débuts de l'internement
- 2) Fonctionnement de la police des étrangers
- A) Création d'un réseau administratif centralisé
 - B) Centralisation face aux pratiques locales
 - C) Innovations et technologies graphiques
- IV) Vichy : l'héritage des pratiques d'identification

Chapitre 5 La régulation de l'immigration entre 1945 et 1974

- I) Le cadre juridique des ordonnances de 1945
- 1) Rompre avec Vichy
 - 2) Controverses autour de la sélection ethnique ou par nationalité
 - 2) Les principales dispositions des ordonnances de 1945
 - A) L'introduction des étrangers dans le marché du travail
 - B) Distinction centrale entre travailleurs temporaires et résidents permanents
- II) La régulation de l'immigration entre droit et pratiques
- 1) Droit et « infra-droit » des étrangers
 - 2) Evolution de l'articulation des logiques administratives après 1945
 - A) Logique de police
 - B) Logique de main-d'œuvre
 - C) Instauration de l'Office national de l'immigration
- III) Conversion de l'administration à la « maîtrise des flux migratoires »
- 1) Réguler l'immigration algérienne : laboratoire des pratiques restrictives
 - 2) La généralisation des pratiques restrictives
- IV) La suspension de l'immigration en 1974. Sociologie d'une décision politico-administrative
- 1) Les limites de l'explication par l'acteur rationnel
 - 2) Les soubassements administratifs de la décision de 1974

Chapitre 6 Vers un monopole de la logique de police

- I) Le grand retournement du droit d'asile
- 1) Naissance du droit d'asile moderne
 - 2) La mise en œuvre du droit d'asile en France
- II) L'eupéanisation des politiques de régulation des migrations internationales
- 1) Du travailleur européen au ressortissant communautaire
 - 2) Qui gouverne la politique d'immigration en Europe ? Coopération inter-gouvernementale et eupéanisation
 - A) Coopération par la voie de l'accord international et le traité
 - B) La mise en place de dispositifs européens
 - a) Frontex
 - b) Externalisation des frontières européennes hors d'Europe
 - C) Les effets de l'eupéanisation
 - a) La relation entre politiques nationales et politique européenne
 - b) Hégémonie de la logique de police et effet-cliquet
- III) Sur l'hypothèse de « xénophobie de gouvernement »
- 1) Principaux changements législatifs : un durcissement sans précédent depuis les années 1920
 - A) Conditions d'entrée et statut des étrangers depuis 1974
 - B) Intensification et nouvelle efficacité des « reconduites à la frontière »
 - 2) Sur la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale et son intégration au ministère de l'Intérieur
 - A) Les modes de justification de la fermeture des frontières
 - a) La réponse à un envahissement migratoire ?
 - b) Une mesure nécessaire face à la crise économique ?
 - c) Une réponse à une xénophobie populaire ?
 - B) La xénophobie de gouvernement à l'origine de la xénophobie contestataire ?